

# Etat des lieux et enjeux de l'intégration du CC dans les Plans Locaux de Développement (PLD)

Atelier de préparation des campagnes de plaidoyer 2013 du RC&D,  
15-16 avril, Conakry

Jean-Philippe Thomas, enda

# Points abordés

- Rappels : CC et impacts en ASS (facultatif)
- Faire face aux CC : Pourquoi l'adaptation & l'atténuation et leurs synergies (facultatif)
- Prise en compte du CC au niveau local
- Les composantes de l'intégration
- PLD : 3 situations (Mali, Maroc, Sénégal)

# Projections des manifestations du CC en Afrique sub-saharienne (1)

Changements attendus dans les conditions moyennes:

- Augmentation de la température
  - Tout le continent – projection médiane +3-4°C d'ici la fin du siècle
- Diminution de la pluviométrie
  - Côte ouest de l'Afrique jusqu'à 15°N (depuis le nord)
  - Afrique australe
- Augmentation de la pluviométrie
  - Partie nord de l'Afrique de l'Est
- Projections incertaines en ce qui concerne la pluviométrie
  - Sahel, côte guinéenne, sud du Sahara
- Élévation du niveau de la mer
  - Îles et zones côtières à faible altitude, deltas

# Projections des manifestations du CC en Afrique sub-saharienne (2)

- Changements attendus dans les conditions extrêmes:
  - Augmentation des événements de pluies intenses
    - Tout le continent
  - Cyclones
    - Incertitudes – changements possibles dans l'intensité, la fréquence et les trajectoires

Source: d'après GIEC (2007)

# Illustration des impacts potentiels du CC en Afrique

- Les surfaces disponibles pour l'**agriculture**, la longueur des saisons agricoles et les rendements devraient diminuer
  - \* terres à la marge des zones arides et semi-arides particulièrement concernées
- 75 à 250m de personnes devraient être exposés à un **stress hydrique** plus important d'ici 2020 – et 350-600m d'ici 2050
  - \* Afrique du nord & Afrique australe particulièrement exposées
- **Zones côtières** affectées par l'élévation du niveau de la mer
  - \* p.ex. 17 à 30% des rizières de Guinée menacées d'ici 2050
- Changements dans les zones de transmission du **paludisme**
  - \* p.ex. Sahel occidental & Afrique centro-australe moins exposés, hautes terres d'Éthiopie/Kenya/Rwanda/Burundi plus exposées



# IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Sécheresse



Érosion côtière



Phénomène de salinisation

## 2. Faire face aux changements climatiques

### Deux approches complémentaires et essentielles:

- **Atténuation**



- Actions qui réduisent la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère afin de réduire les changements climatiques
- **Réduire les émissions** et augmenter les puits de carbone

- **Adaptation**



- Ajustement des systèmes humains et/ou naturels en réponse aux changements **actuels** ou **prévus** du climat, afin de réduire les effets néfastes ou profiter des opportunités

# Pourquoi l'Atténuation ?

PED : pas d'engagements quantifiés de réduction de GES

Pourquoi la sobriété carbone ?

La recherche d'un *double bénéfice* :

- Réduire la dépendance énergétique au pétrole
- Utilisation des ressources locales (déchets, biomasse)
- Utilisation des énergies renouvelables (hydro, soleil, vent)
- Meilleure gestion des ressources naturelles (puits)
- Limitation des feux de brousse,
- Constructions, transports économes en énergie
- etc.



# Pourquoi intégrer l'adaptation?

1. Pour augmenter la durabilité des activités de développement
2. Pour éviter les activités qui augmentent la vulnérabilité ou qui créent une *maladaptation*
3. Pour s'assurer que les activités de développement réduisent la vulnérabilité face aux changements climatiques

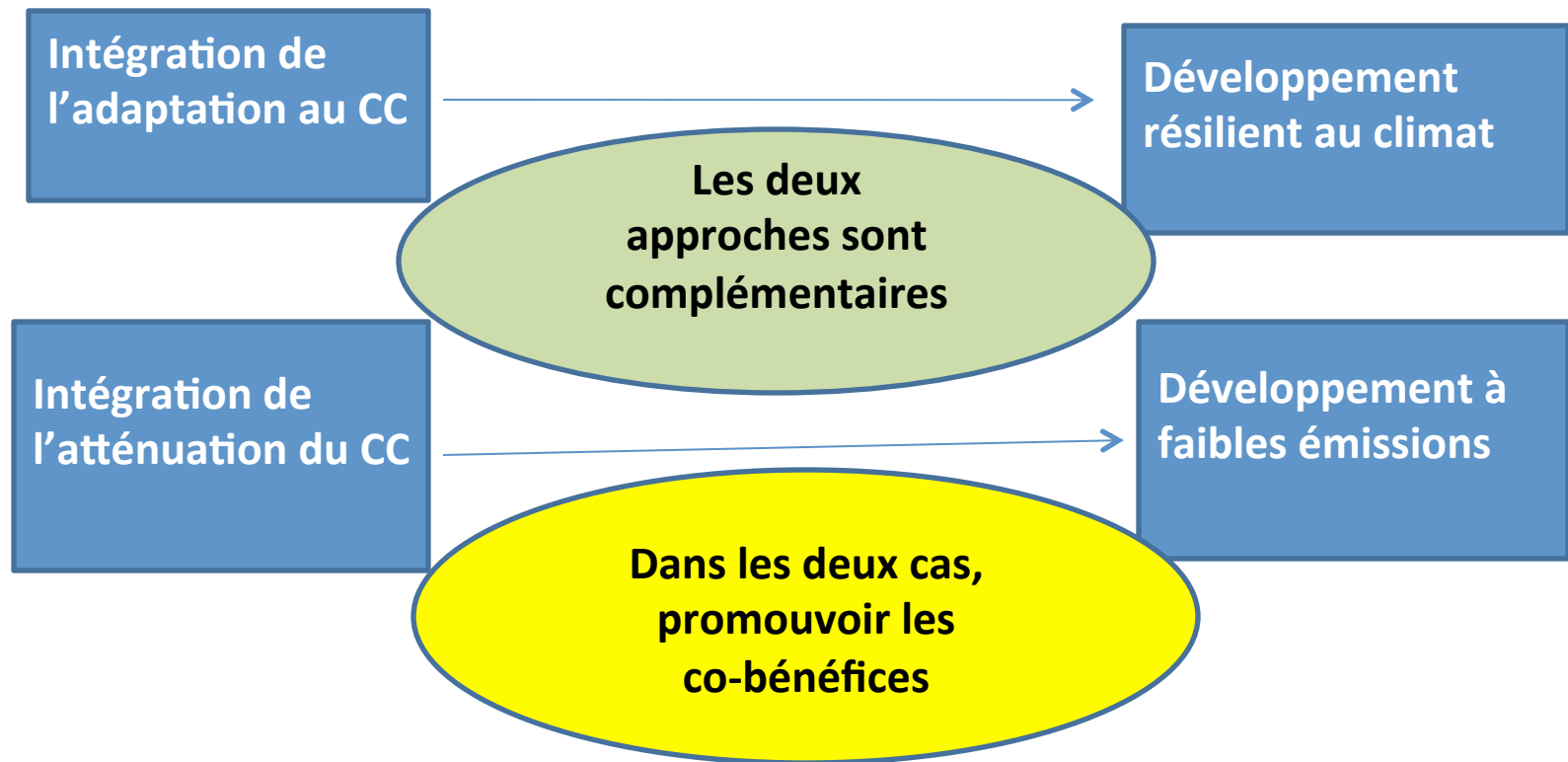
# Adaptation et atténuation: développer les synergies

Assez fréquemment, les mesures d'adaptation et d'atténuation vont dans le même sens et peuvent produire un double flux d'avantages

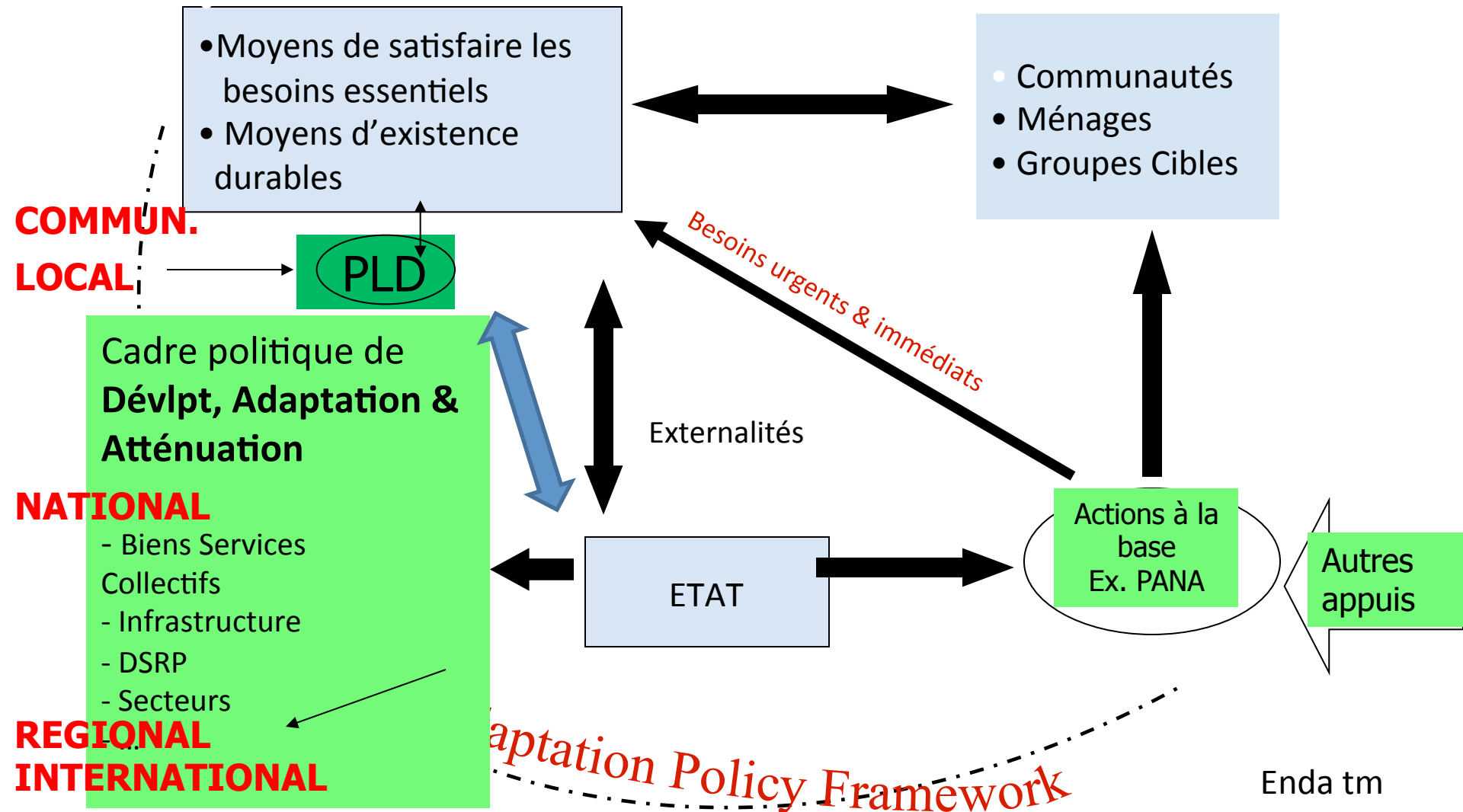
- p.ex. l'agriculture sans labour augmente la séquestration du carbone dans les sols tout en favorisant la rétention de l'humidité, améliorant ainsi la résistance aux épisodes de sécheresse
- p.ex. le reboisement durable peut simultanément augmenter les stocks de carbone et, en leur apportant de nouveaux moyens de subsistance, améliorer la capacité d'adaptation des communautés locales

# Vers un développement résilient au climat et à faibles émissions

- C'est l'intégration du CC dans les processus d'élaboration des **politiques et de planification** qui peut mener à un développement '**compatible avec le climat**'



# Développement, Résilience et Sobriété carbone



# Éléments d'une bonne prise en compte du CC au niveau local : les points d'entrée

1. Planification du développement par les autorités locales (plans développement rural & urbain)
2. Ajustement des cadres réglementaires, financiers et de prestation de services en vigueur au niveau local
3. Ajustement des mécanismes assurant le respect de l'obligation de rendre des comptes (autorités locales) : exemple, Contrat de performance .
4. Processus propres au secteur privé et à la société civile



# Principaux défis & priorités pour l'action

1. **Problèmes posés** par la prise en compte du CC dans le développement au niveau local :
  - sensibilisation, information, capacités,
  - besoins/priorités, structures institutionnels à revoir
2. **Actions prioritaires des gouvernements** nationaux en faveur de l'adaptation au niveau local
  - Recueillir et diffuser des informations en vue de l'adaptation au changement climatique
  - Procurer les ressources humaines, financières et techniques et les services qui favorisent l'adaptation au niveau local
  - Mettre en place un cadre administratif et institutionnel porteur
3. **Actions prioritaires des donneurs**
  - Revoir les priorités sectorielles à la lumière du changement climatique
  - Étudier les différentes options permettant de mobiliser des fonds
  - Améliorer la capacité des autorités locales à assumer les responsabilités dans le cadre de la décentralisation
  - Renforcer le soutien aux organisations de la société civile

# Mesures justifiées dans un contexte d'incertitude

- **Mesures 'sans regrets' :**

produisent des avantages nets pour la société même en l'absence de CC (adaptation), ou indépendamment de toute 'récompense' pour leur contribution à l'atténuation du CC (coût net nul ou négatif avec un prix du carbone égal à zéro)

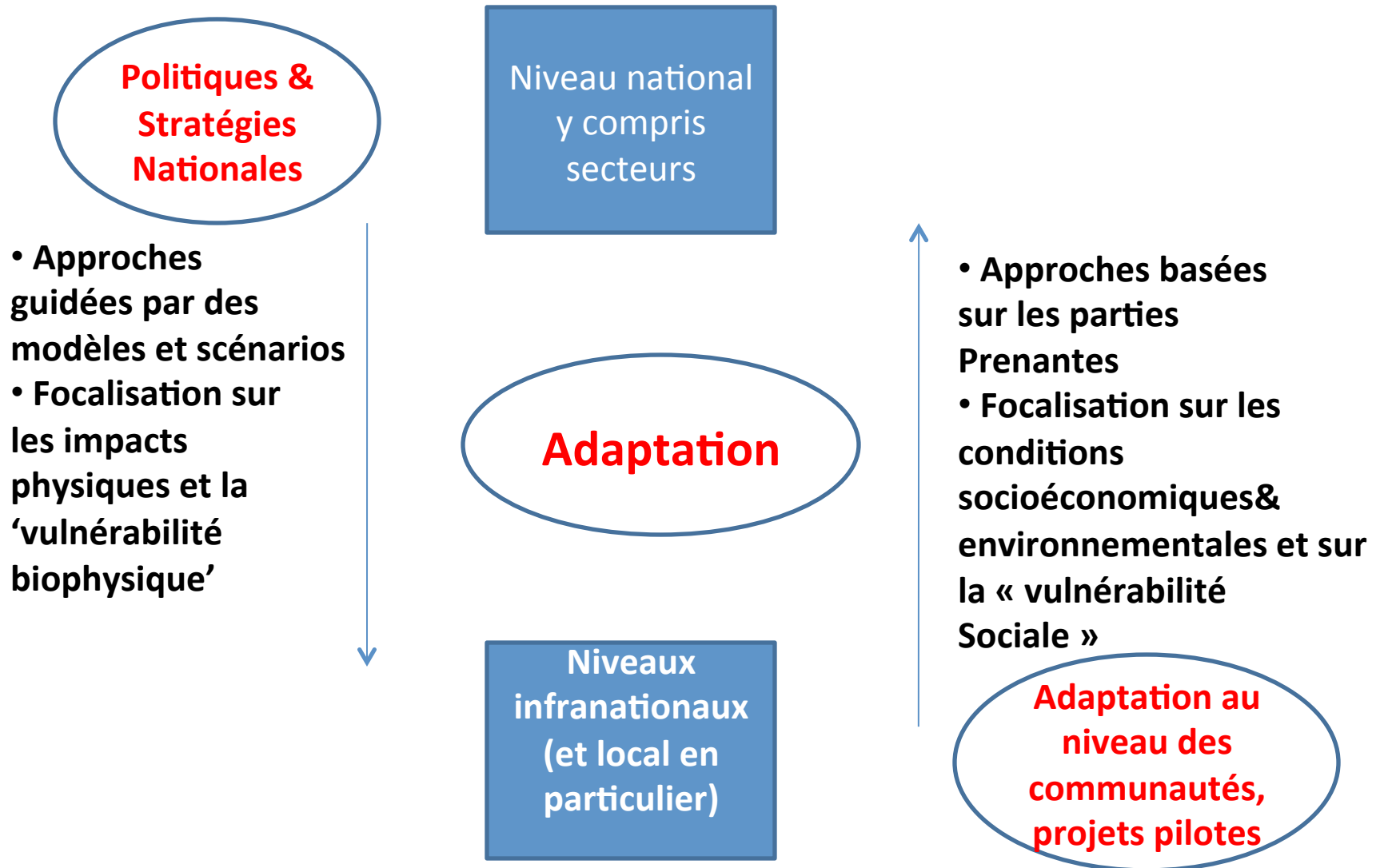
- **Mesures 'avec faibles regrets'**

ont un coût pour la société, mais un coût acceptable au vu des avantages qu'elles peuvent conférer si le CC produit des effets importants (adaptation), ou à ce qu'elles aient un coût net faible si le prix du carbone est bas ou égal à zéro (atténuation)

- **Mesures 'robustes':**

produisent des avantages nets ou donnent de bons résultats pour différents scénarios de changement climatique ou de prix du carbone, et divers scénarios de développement économique (contrairement à d'autres mesures qui n'ont une bonne performance que dans le cas du scénario « le plus probable »)

# Adaptation: approches “de haut en bas” et “de bas en haut”



# Composantes de l'intégration\*

- Accroître la sensibilisation à l'intégration
- Pré analyse du CC
- Evaluation du risque climat
- Identification des options d'adaptation
- Hiérarchisation et sélection
- Mise en œuvre
- Contrôle et évaluation (M&E)

Vulnérabilité

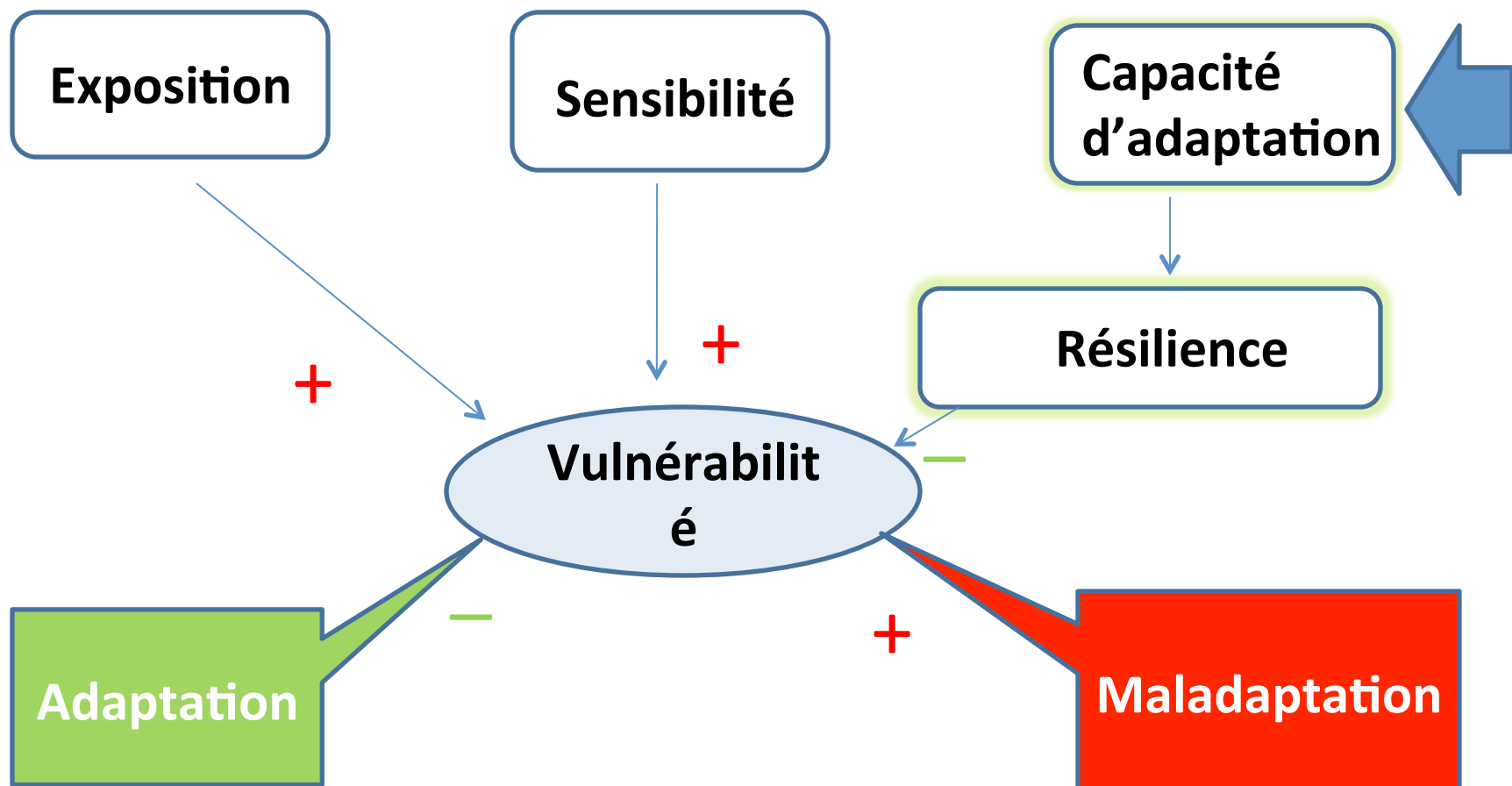


Adaptation



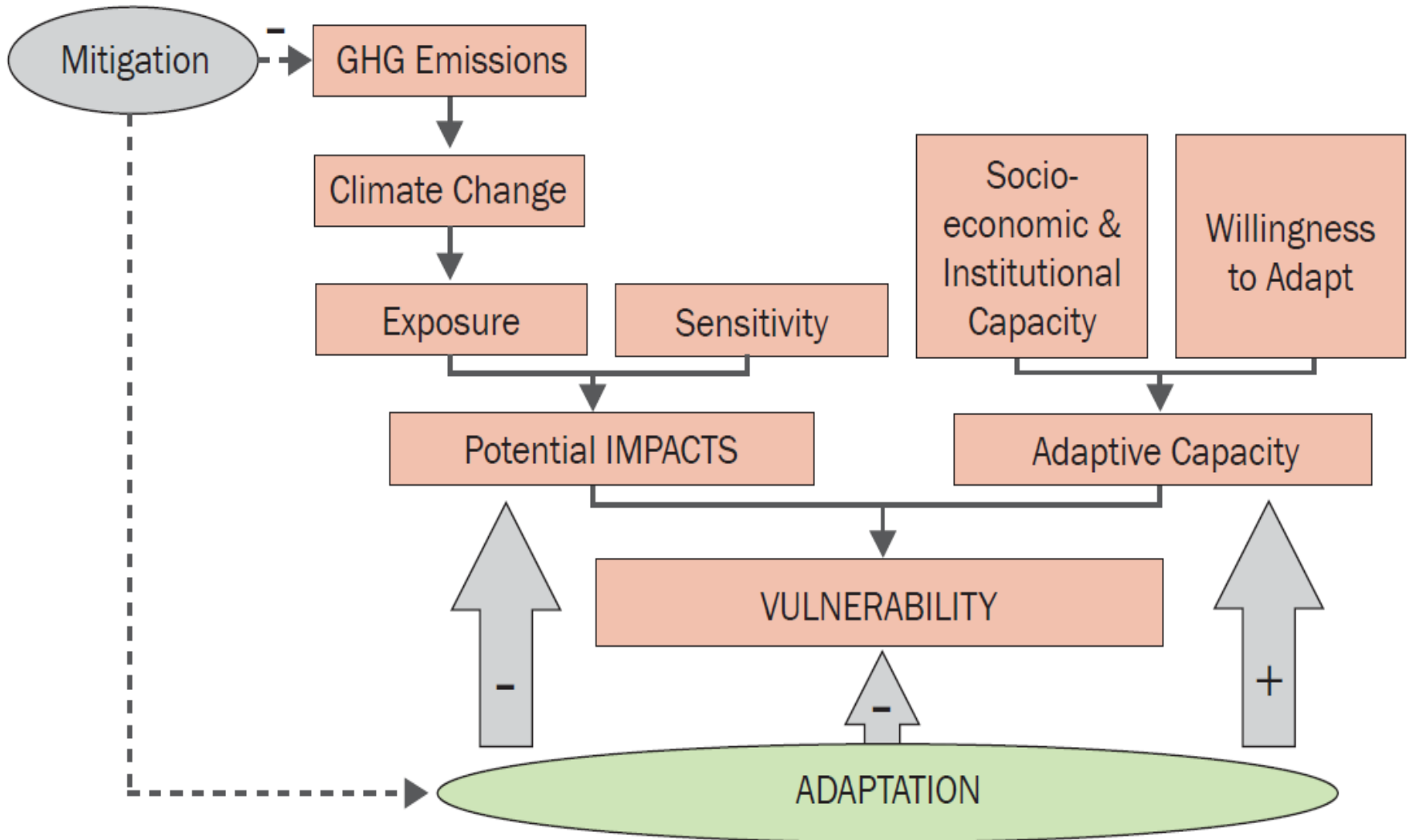
\* À partir d'une vingtaine d'outils

# Vulnérabilité

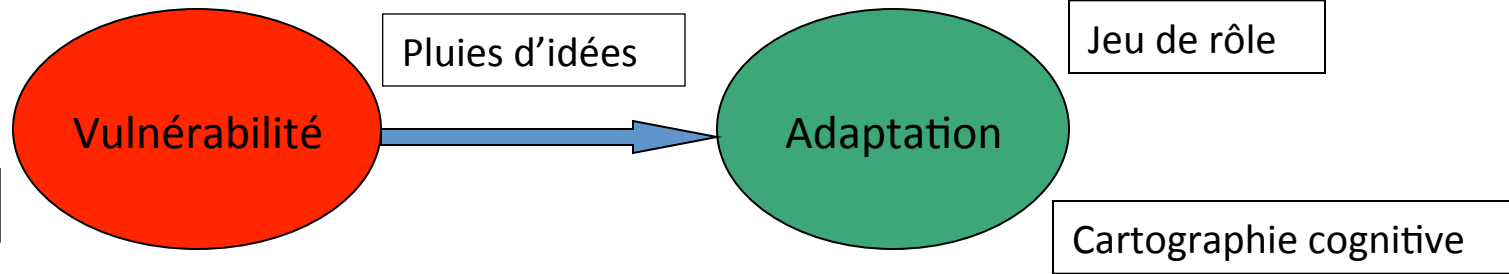




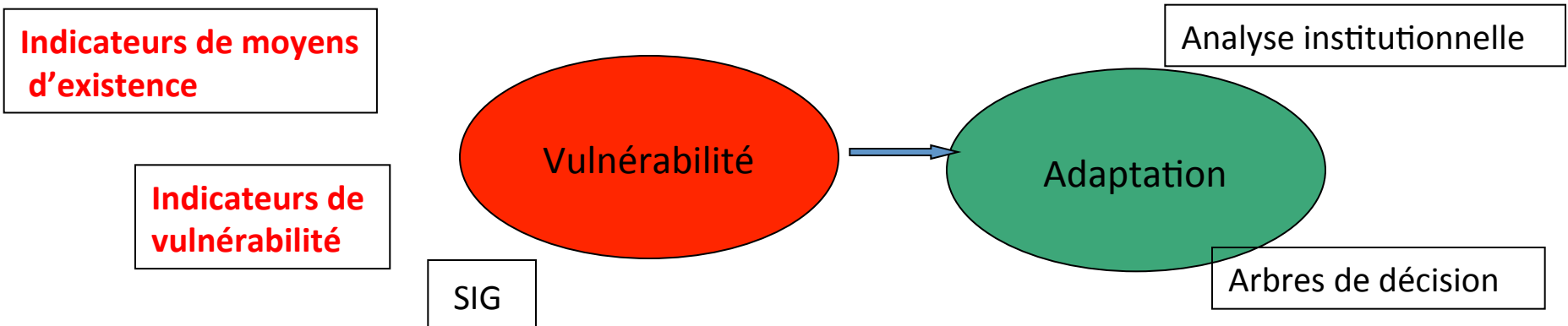
# Interrelations entre les impacts CC, la vulnérabilité et l'adaptation



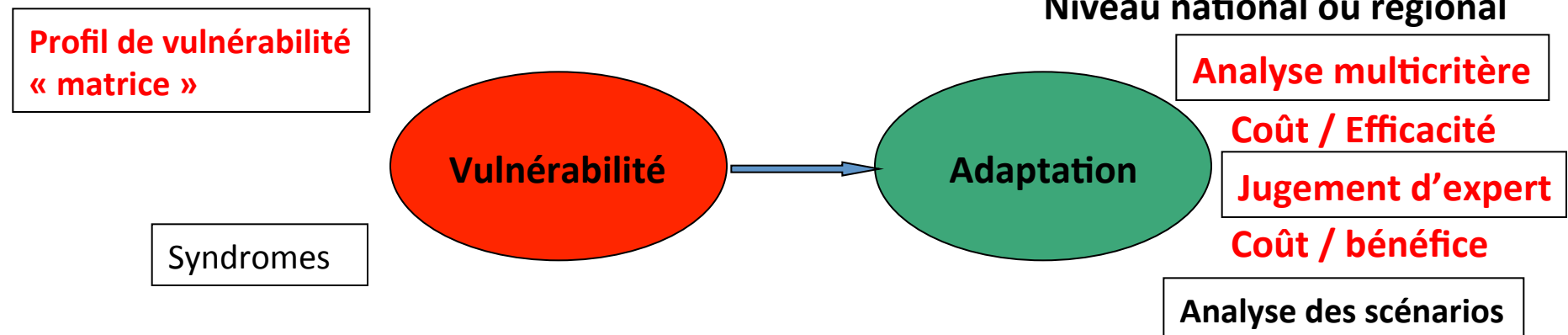
# Exemples : Méthodes & Sélection



## Niveau institutionnel et municipal



## Niveau national ou régional



# **Mali : INTEGRATION DES CC ET DE LEURS EFFETS SUR LES PLANS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT**

Partie 1. Quelques définitions et notions sur les CC

Partie 2. Exercice d'intégration des CC et de leurs effets sur  
les plans locaux de développement

- District de Bamako : Communes III & IV
- Organigramme des acteurs
- Plan quinquennal PDSEC
- Résultats par domaines d'intervention

D'après « Mémento à l'intention des élus locaux et de leurs partenaires : GOUVERNANCE LOCALE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES en Afrique de l'Ouest , mai 2007 ».- ENDA , Association des Maires du Sénégal, Association des Municipalités du Mali, VII mai 2007.

## Les Domaines prioritaires PDSEC Bamako III

<b>I Environnement Assainissement, Voirie, Foncier et Cadre de Vie</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la gestion des déchets solides et liquides</li> <li>- Réaliser des ouvrages collectifs et individuels d'assainissement</li> <li>- Créer et renforcer des espaces verts</li> <li>- Promouvoir l'accès à l'eau potable et à l'électricité dans les quartiers défavorisés ;</li> <li>- Améliorer les conditions de circulation ;</li> <li>- Améliorer les conditions d'accès des quartiers difficiles ;</li> <li>- Améliorer les conditions d'habitat</li> </ul>	<b>VI Promotion de , de , de , du Sport et des Arts</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir les sports communautaires dans 12 quartiers ;</li> <li>- Développer l'Art et au niveau de ;</li> </ul>
<b>II Santé, Affaires Sociales et Religieuses</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'accès et la qualité des soins de santé pour les populations</li> <li>- Améliorer de la population</li> <li>- Contribuer à l'insertion socio-économique des couches vulnérables</li> </ul>	<b>VII Développement Economique et Finances Locales</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer les conditions favorables pour le développement du commerce en C.III</li> <li>- Promouvoir l'Emploi des Jeunes et des femmes</li> <li>- Favoriser l'autosuffisance alimentaire</li> </ul>
<b>III Education</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la qualité de l'éducation</li> </ul>	<b>VIII Administration et Justice.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles de la mairie.</li> </ul>
<b>IV Sécurité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire de 50% les accidents sur les voies</li> <li>- Réduire le banditisme et la délinquance</li> </ul>	
<b>V Communication et Information</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer accès Nouvelles Technologies de l'Information / Communication aux populations</li> </ul>	

## Plan d'investissements corrigé

Objectifs	Activités (originelles)	Activités (avec risques climatiques)	Localisation	Période 2005 - 2009	Coût estimatif francs CFA	Coût estimatif additionnel si risques climatiques	Sources de financement (francs CFA)	Autres sources de financement si risques climatiques
-----------	-------------------------	--------------------------------------	--------------	---------------------	---------------------------	---	-------------------------------------	--

# Maroc « Vers des oasis résilients » 2012

## **Principes directeurs de la stratégie d'adaptation**

- 1- Une Perspective de Développement Communal Résilient au Changement Climatique
- 2- L'inscription du développement économique et social de la commune dans une perspective de DD local
- 3 - Un Engagement des Acteurs Locaux et une Participation Citoyenne Effective
- 4 - Un Financement Reposant sur Des Partenariats Mixtes et Efficaces

[Maroc, Etude Integration CC Planification Territoriale Rapport3\(Tahala\) 2012.pdf](#)



# Sénégal : Le PLD

- **Le Diagnostic**

- Profil en capital (5) : naturel, humain, social, physique, financier
- Profils sectoriels économiques
- Etat des lieux au plan institutionnel et budgétaire
- Synthèse

- **Perspectives et stratégies**

- Perspectives de développement
- Les orientations stratégiques et les objectifs de développement
- Axes stratégiques et objectifs de développement

- **Cadrage budgétaire, plan d'actions et d'investissements**

- **Mécanismes de mise en œuvre et de suivi évaluation**

- La programmation annuelle des activités
- Le renforcement de capacités des acteurs locaux
- Le renforcement de la participation citoyenne et de la mobilisation des acteurs locaux
- La mobilisation des ressources financières
- Le suivi évaluation du PLD

# Méthode PLD au Sénégal

La méthode s'articule autour de cinq (5) grandes phases :

- les activités préparatoires ;
- la collecte de données ;
- le traitement des données et la réalisation du rapport diagnostic ;
- la rédaction du PLD ;
- la validation du PLD par les populations locales et le CR.

# Sénégal : rôle des Agences Régionales de Développement (ARD)

- ARD : Structure regroupant la Région (14 régions), les Communes et les Communautés rurales,
- ARD a pour mission d'apporter aux Collectivités locales de la région, une assistance gratuite, dans tous les domaines d'activités liés au développement, en vue : (i) de rendre moins onéreuse, l'établissement de leurs plans et d'harmoniser et de renforcer leur cohérence avec le plan national de développement économique et social ; (ii) de favoriser la constitution et la conservation des banques de données nécessaires à toute planification ; et (iii) d'assurer la coordination et les études, en matière d'urbanisme et d'habitat, de planification, d'aménagement du territoire et d'environnement.

**Exemple St Louis :** les nouveaux PLD doivent prendre en charge des domaines ou des secteurs importants qui ont toujours été traités de façon marginale, notamment le développement économique local, **l'énergie, le changement climatique**, les dynamiques transfrontalières, le renforcement de capacités des acteurs locaux, la communication, etc.

# « Rester simple et compréhensible »

